un projet de traité (ou de traités) pour la réglementation, la limitation et la réduction équilibrée de toutes les forces armées et de tous les armements, pour l'élimination de toutes les principales armes pouvant servir d'armes de destruction massive, et pour le contrôle international effectif de l'énergie atomique en vue d'assurer l'interdiction des armes atomiques et de réserver l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques. La Commission sera guidée par les principes suivants :

a) Dans un système de désarmement garanti doivent figurer la divulgation et la vérification progressives et continues de toutes les forces armées, y compris les forces paramilitaires, les forces de sécurité et les forces de police, ainsi que de tous les armements, y compris les armements atomiques ;

b) Une telle vérification doit reposer sur une inspection internationale effective pour assurer le caractère adéquat et l'exactitude des informations ainsi divulguées ; cette inspection devra s'exercer conformément aux décisions de l'organe international (ou des organes internationaux) de contrôle qui devront être institués ;

c) La Commission se tiendra prête à examiner toute proposition ou tout plan de contrôle, qui pourraient être présentés, qu'ils soient applicables aux armements de type classique ou à l'énergie atomique. A moins qu'un plan meilleur ou non moins effectif ne soit élaboré, le plan des Nations Unies pour le contrôle international de l'énergie atomique et l'interdiction des armes atomiques devra continuer à servir de base au contrôle international de l'énergie atomique pour assurer l'interdiction des armes atomiques et réserver l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques ;

d) Un système adéquat de sauvegardes doit être prévu pour assurer l'observation du programme de désarmement afin de permettre la découverte rapide des violations, tout en n'entraînant qu'un minimum d'ingérence dans la vie intérieure de chaque pays ;

e) Le traité (ou les traités) seront expressément ouverts à la signature, à la ratification ou à l'adhésion de tous les Etats. Le traité (ou les traités) indiqueront ceux des Etats qui devront être parties à ce traité (ou à ces traités) pour qu'ils entrent en vigueur ;

4. *Charge* la Commission, lorsque celle-ci préparera les propositions mentionnées au paragraphe précédent, de formuler des plans pour l'institution d'un organe international (ou d'organes internationaux) de contrôle dans le cadre du Conseil de sécurité, en vue d'assurer l'application du (ou des) traités. Les pouvoirs et les statuts de cet organe (ou de ces organes) seront définis par le traité en vertu duquel chacun d'eux aura été institué ;

5. *Charge* la Commission, lorsque celle-ci préparera les propositions mentionnées au paragraphe 3 ci-dessus, d'envisager dès le début des plans pour la divulgation et la vérification progressives et continues, dont il est reconnu que la mise en œuvre doit constituer une première et indispensable étape dans l'exécution du programme de désarmement envisagé dans la présente résolution ;

6. *Charge* la Commission, lorsqu'elle établira des plans pour la réglementation, la limitation et la réduction

équilibrée de toutes les forces armées et de tous les armements :

a) De déterminer comment pourraient être calculées et fixées des limites et des restrictions d'ensemble s'appliquant à toutes les forces armées et à tous les armements ;

b) D'envisager les méthodes suivant lesquelles les Etats pourront se mettre d'accord par voie de négociations, sous les auspices de la Commission, en ce qui concerne la détermination des limites et des restrictions d'ensemble mentionnées à l'alinéa *a* ci-dessus ainsi que la répartition, dans le cadre de leur organisation militaire nationale respective, des forces armées et des armements nationaux autorisés ;

7. *Charge* la Commission d'entreprendre sa tâche trente jours au plus tard après l'adoption de la présente résolution et de faire périodiquement rapport, pour information, au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale, ou aux Membres des Nations Unies lorsque l'Assemblée générale n'est pas en session. La Commission devra soumettre son premier rapport le 1er juin 1952 au plus tard ;

8. *Déclare* qu'une conférence de tous les Etats devrait être convoquée pour examiner les propositions de projets de traité (ou de traités) préparées par la Commission aussitôt que la tâche de la Commission aura progressé jusqu'à un point tel que, de l'avis de la Commission, une partie quelconque de son programme sera prête à être soumise aux gouvernements ;

9. *Demande* au Secrétaire général de convoquer cette conférence sur avis de la Commission ;

10. *Demande* au Secrétaire général de fournir les experts, le personnel et les moyens que la Commission estimera nécessaires à l'accomplissement effectif des objets de la présente résolution.

358ème séance plénière,
le 11 janvier 1952.

503 (VI). Méthodes que l'on pourrait utiliser pour maintenir et consolider la paix et la sécurité internationales conformément aux Buts et Principes de la Charte

A

L'Assemblée générale,

Réaffirmant qu'un des Buts principaux de l'Organisation des Nations Unies est de "prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écartier les menaces à la paix et de réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix",

Reconnaissant que la création d'un système efficace de sécurité collective est conforme aux autres Buts et Principes énoncés dans la Charte — notamment à ceux qui ont trait au règlement pacifique des différends — auxquels il faut donner effet si l'on veut assurer une paix durable,

Réaffirmant son désir, exprimé dans la résolution 377 A (V) intitulée : "L'union pour le maintien de la paix", d'agir en sorte que l'Organisation des Nations Unies dispose des moyens nécessaires pour maintenir la paix

et la sécurité internationales en attendant la conclusion des accords prévus à l'Article 43 de la Charte,

Reconnaissant qu'il est essentiel à un système de sécurité efficace que les Etats soient aptes et disposés à apporter la contribution de forces armées et à fournir d'autres formes d'aide ainsi que d'autres facilités afin d'appuyer toute action collective des Nations Unies,

Ayant reçu le rapport de la Commission chargée des mesures collectives² présenté conformément au paragraphe 11 de la résolution 377 A (V),

Prenant acte des réactions des Etats Membres³ à la recommandation de ladite résolution tendant à ce qu'ils entretiennent, au sein de leurs forces armées nationales, des éléments qui puissent être mis au service des Nations Unies,

Convaincue en outre que les Etats devraient prendre des mesures supplémentaires et que l'Organisation des Nations Unies devrait procéder à de nouvelles études afin de mettre sur pied, sous son autorité, un système efficace de sécurité collective,

Reconnaissant que les accords régionaux et les accords de légitime défense conclus conformément aux dispositions de la Charte peuvent et devraient constituer une contribution importante au système de sécurité collective universelle des Nations Unies,

Reconnaissant que l'action collective des Nations Unies, pour atteindre son maximum d'efficacité, devrait avoir un caractère aussi pleinement universel que possible et qu'en cas de besoin les Etats qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies devraient unir leur force à celle des Nations Unies pour assurer le maintien de la paix et de la sécurité internationales, conformément aux Buts et Principes de la Charte,

1. *Prend acte* du rapport et des conclusions de la Commission chargée des mesures collectives et exprime à la Commission sa satisfaction pour la manière constructive dont elle a contribué à l'étude de la sécurité collective;

2. *Recommande* à chacun des Etats Membres de prendre, conformément au paragraphe 8 de la résolution 377 A (V), telle mesure supplémentaire qui serait nécessaire pour entretenir au sein de ses forces armées nationales des éléments entraînés, organisés et équipés de telle façon qu'ils puissent rapidement servir, conformément aux règles constitutionnelles propres à chaque Etat, et pour autant qu'il s'estime capable de le faire, comme unité ou unités de l'Organisation des Nations Unies, sans préjudice de l'emploi de ces éléments dans l'exercice du droit de légitime défense, individuelle ou collective, reconnu par l'Article 51 de la Charte, et sans préjudice, non plus, de la sécurité intérieure;

3. *Recommande* aux Etats Membres de prendre les dispositions nécessaires pour être en mesure, conformément à leurs règles constitutionnelles et pour autant qu'ils s'estiment capables de le faire, de fournir une assistance et des facilités aux forces armées des Nations Unies participant à l'exécution de mesures militaires collectives prises par le Conseil de sécurité ou par l'Assemblée générale;

¹ *Ibid.*, Supplément n° 13.

² *Ibid.*

4. *Recommande* aux Etats Membres de déterminer, à la lumière de leur législation existante, les initiatives qui sont propres à donner effet, promptement et efficacement, et conformément à leurs règles constitutionnelles, aux mesures collectives prises par l'Organisation des Nations Unies;

5. *Recommande* aux Etats Membres de poursuivre l'examen des ressources dont ils disposent, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 7 de la résolution 377 A (V);

6. *Recommande* aux Membres de l'Organisation des Nations Unies qui appartiennent à d'autres organismes internationaux, ou qui sont parties à des accords internationaux conclus conformément à la Charte, qu'en sus de leur participation à titre individuel au système de sécurité collective des Nations Unies, ils s'efforcent, le cas échéant, d'obtenir, dans le cadre ou par le moyen de ces organismes et accords, et dans les limites des statuts et des autres dispositions de ces organismes et de ces accords, tout l'appui possible en faveur des mesures collectives prises par les Nations Unies;

7. *Invite* les Etats qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies à prendre acte du rapport de la Commission chargée des mesures collectives, et à examiner les moyens par lesquels ils pourraient contribuer avec le maximum d'efficacité, dans le domaine économique ainsi que dans les autres domaines, à l'exécution des mesures collectives prises par les Nations Unies conformément aux Buts et Principes de la Charte;

8. *Prie* le Secrétaire général de désigner, aussitôt que possible, les membres du cadre d'experts militaires prévu au paragraphe 10 de la résolution 377 A (V), afin qu'ils puissent être mis à la disposition des Etats qui en font la demande et qui désirent obtenir des conseils techniques sur l'entraînement, l'organisation et l'équipement des unités de l'Organisation des Nations Unies dont il est fait mention au paragraphe 2 ci-dessus;

9. *Donne mandat* à la Commission chargée des mesures collectives de continuer d'étudier, pendant une année encore — en consultation avec le Secrétaire général et avec tels Etats dont elle jugera utile de demander l'avis — les méthodes que l'on pourrait utiliser pour maintenir et consolider la paix et la sécurité internationales, conformément aux Buts et Principes de la Charte, en tenant compte aussi bien des accords régionaux que des accords de légitime défense collective, et de faire rapport à ce sujet au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale avant la septième session de l'Assemblée générale;

10. *Reconnaît* qu'aucune des dispositions de la présente résolution ne pourra être interprétée comme permettant de prendre une mesure quelconque dans un Etat sans le consentement libre et exprès de cet Etat.

359ème séance plénière,
le 12 janvier 1952.

B

L'Assemblée générale,

Considérant que la tâche fondamentale de l'Organisation des Nations Unies est d'établir et de consolider la paix et la sécurité internationales, et attendu qu'aux

termes de la Charte la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales incombe au Conseil de sécurité,

Recommande au Conseil de sécurité de convoquer, conformément à l'Article 28 de la Charte, une réunion périodique en vue d'examiner quelles sont les mesures qui pourraient permettre d'éliminer la tension qui existe à l'heure actuelle dans les relations internationales et d'établir des relations amicales entre les pays chaque fois qu'une telle réunion pourra contribuer utilement à éliminer cette tension et à établir ces relations amicales qu'appellent les Buts et Principes de la Charte.

*359ème séance plénière,
le 12 janvier 1952.*

504 (VI). Mesures tendant à écarter la menace d'une nouvelle guerre mondiale et à consolider la paix et l'amitié entre les peuples

L'Assemblée générale,

Rappelant la résolution 502 (VI) adoptée par elle à sa 358ème séance plénière, le 11 janvier 1952, qui a créé une Commission du désarmement et l'a autorisée à prendre en considération toutes propositions tendant à la réglementation, à la limitation et à la réduction équilibrée de toutes les forces armées et de tous les armements, y compris un contrôle international effectif de l'énergie atomique en vue d'assurer l'interdiction des armes atomiques,

1. *Décide* de saisir la Commission du désarmement des propositions contenues dans les paragraphes 3 à 7 inclus, du document A/C.1/698⁴, ainsi que de toutes autres propositions qui pourraient être faites au cours de la présente session de l'Assemblée générale en ce qui concerne les questions relevant de la compétence de la Commission du désarmement;

2. *Décide en outre* de communiquer à la Commission du désarmement, à titre d'information, le compte rendu des débats⁵ que la Première Commission a consacrés à cette question.

*363ème séance plénière,
le 19 janvier 1952.*

505 (VI). Menaces à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de la Chine et menaces à la paix en Extrême-Orient, résultant de violations par l'Union soviétique du Traité d'amitié et d'alliance conclu le 14 août 1945 entre l'Union soviétique et la République chinoise, et de violations de la Charte des Nations Unies par l'Union soviétique

L'Assemblée générale,

Considérant que l'un des principaux objectifs des Nations Unies est de "créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international",

⁴ *Ibid.*, Annexes, point 67 de l'ordre du jour.

⁵ *Ibid.*, Première Commission, 487ème à 493ème séances.

Notant que la République de Chine et l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont conclu le 14 août 1945 un Traité d'amitié et d'alliance⁶ qui stipule, entre autres choses,

a) Que les Hautes Parties contractantes "conviennent... d'agir conformément au principe du respect mutuel de leur souveraineté et de leur intégrité territoriale, et au principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures de l'autre Partie contractante", et

b) Que "le Gouvernement soviétique accepte d'accorder à la Chine son appui moral et de l'aider en lui fournissant des équipements de guerre et d'autres moyens matériels, cet appui et cette assistance devant aller intégralement au Gouvernement national, en tant que Gouvernement central de la Chine",

Constatant que l'Union des Républiques socialistes soviétiques a entravé les efforts déployés par le Gouvernement national de la Chine pour rétablir l'autorité nationale chinoise dans les trois Provinces orientales (Mandchourie) après la reddition du Japon et qu'elle a fourni aux communistes chinois une aide militaire et économique dirigée contre le Gouvernement national de la Chine,

Décide que l'Union des Républiques socialistes soviétiques, dans ses relations avec la Chine depuis la reddition du Japon, a manqué à exécuter le Traité d'amitié et d'alliance conclu le 14 août 1945 entre la Chine et l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

*369ème séance plénière,
le 1er février 1952.*

506 (VI). Admission de nouveaux Membres et droit pour les Etats candidats de présenter des preuves en ce qui concerne les conditions requises aux termes de l'Article 4 de la Charte

A

L'Assemblée générale,

Considérant qu'aux termes de la Charte, peuvent devenir Membres des Nations Unies tous les Etats qui ne sont pas membres originaires de l'Organisation et que cette universalité est subordonnée aux seules conditions que ces Etats soient pacifiques et acceptent les obligations de la Charte et qu'au jugement de l'Organisation, ils soient capables de les remplir et disposés à le faire,

Considérant que le jugement de l'Organisation sur le point de savoir si ces Etats sont disposés à remplir leurs obligations, et capables de le faire, et sont par ailleurs qualifiés pour être Membres des Nations Unies, doit reposer sur des faits tels que le maintien de relations amicales avec les autres Etats, l'exécution des obligations internationales et la disposition constante constatée dans le passé, comme dans le présent, de soumettre les revendications ou différends internationaux aux moyens pacifiques de règlement institués par le droit international,

⁶ Voir *Recueil des Traités, Traités et accords internationaux enregistrés ou classés et inscrits au répertoire du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*, vol. 10, 1947, n° 68, p. 301.